

Chambre des Représentants

SÉANCE DU 14 JUIN 1913.

PROJET DE LOI RELEVANT LES DROITS SUR LES ALCOOLS.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations un projet de loi relevant le droit d'accise sur l'eau-de-vie fabriquée dans le pays, ainsi que les droits d'entrée sur les liquides alcooliques distillés et les conserves à l'eau-de-vie venant de l'étranger.

Voici le tarif actuel et le tarif proposé, mis en regard l'un de l'autre dans leur teneur complète :

A. — DROITS D'ENTRÉE.		Tarif actuel (loi du 18 février 1903).	Tarif proposé.
Eaux-de-vie de toute espèce :			
En cercles, à 50° au moins de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température 15° du thermomètre centigrade fr.		175	225
En cercles, pour chaque degré au-dessus de 50		3 50	4 50
En bouteilles, sans distinction de degré		350	450
Liqueurs, sans distinction de degré		350	450
Autres liquides alcooliques contenant en alcool :			
20 % au moins. fr.		70	90
Plus de 20 % et pas plus de 50 %		175	225
Plus de 50 %		350	450

Par 100 kilogrammes :

Conserves alimentaires à l'eau-de-vie . . . fr. 175 » 225 »

B. — DROIT D'ACCISE.

Le droit d'accise sur l'eau-de-vie fabriquée dans le pays est prélevé sur les quantités produites de flegmes ou alcools, à raison de . . . fr. 150 » 200 » par hectolitre à 50° de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15° du thermomètre centigrade.

D'autre part, la taxe additionnelle de 5 % du montant des droits d'entrée sur les produits désignés à l'article 5 de la loi du 12 décembre 1912 ⁽¹⁾, taxe attribuée au fonds spécial des communes, est abaissée à 4 %.

Suivant l'usage constant en pareil cas, le Gouvernement demande le vote d'urgence du projet et l'application immédiate des tarifs.

Le présent projet est une nouvelle mesure de combat contre l'alcoolisme ; il réalise ainsi l'engagement que j'ai pris, il y a quelques mois. Dans la séance du Sénat du 12 décembre dernier, je m'exprimais ainsi : « Quant » à moi, dès mon arrivée au Département des Finances, j'ai pris la résolu- » tion ferme de sévir contre l'alcoolisme, et notamment contre le cabaret » qui en est le foyer principal et le principal véhicule. Les mesures » actuelles ne sont, d'ailleurs, que les premières d'une série de mesures que » je compte vous proposer. »

Parmi les moyens dont dispose le législateur pour enrayer et comprimer la consommation des boissons spiritueuses, l'un des plus efficaces consiste à en déterminer le renchérissement par l'action fiscale. On peut dire que ce moyen est le plus énergique, le plus immédiatement actif, dans notre pays où l'opinion répugne à tout monopole commercial de l'État autant qu'à la limitation légale des établissements de débit.

(1) Article 5 de la loi du 12 décembre 1912 : La taxe sur les eaux-de-vie étrangères et autres liquides alcooliques importés est fixée à 5 % du montant des droits d'entrée.

Elle s'applique :

- 1° Aux eaux-de-vie de toute espèce ;
- 2° Aux liqueurs, sans distinction de degré ;
- 3° A la qualité d'alcool dépassant 15° de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15° du thermomètre centigrade, contenue dans les vins importés autrement qu'en bouteilles et visés à l'article 4 de la loi du 29 décembre 1903 ;
- 4° Aux parfumeries imposées aux droits afférents aux *autres liquides alcooliques* ;
- 5° Aux produits contenant de l'alcool éthylique, tarifés comme *autres liquides alcooliques*, à l'exception du vernis.

La taxe est perçue au moment de la déclaration en consommation.

La preuve incontestable de l'influence restrictive exercée par l'aggravation de l'impôt se trouve dans les résultats obtenus par les lois du 17 juin 1896 et du 18 février 1903, qui ont porté successivement de 64 francs à 100 et à 150 francs l'accise sur l'eau-de-vie indigène, et augmenté parallèlement les droits d'entrée sur les boissons similaires. Ces résultats ressortent de la comparaison des chiffres unitaires de la consommation humaine durant trois périodes :

Consommation annuelle moyenne par habitant :

De 1890 à 1895	10 ^{lit} 08
De 1896 à 1902 (suite du relèvement de 1896) . . .	9 ^{lit} 07
De 1903 à 1912 (suite du relèvement de 1903) . . .	5 ^{lit} 68

Des constatations analogues peuvent être faites à l'étranger.

Au cours de ces dernières années, presque tous les États d'Europe ont relevé leurs droits sur les alcools; partout la consommation s'en est amoindrie. En Angleterre, une aggravation fiscale d'un tiers environ (de 264 à 354 francs) a été suivie d'une régression de 40 % de la consommation; en Hollande, une aggravation de 45 % (de 131 à 187 francs) a été suivie d'une régression de 37 %.

Indépendamment des droits déjà élevés sur les eaux-de-vie fabriquées dans le pays ou importées, la consommation rencontrait naguère une certaine barrière dans le droit de licence sur les débits de boissons alcooliques, établi en 1889. Le Gouvernement s'étant finalement prêté, à la fin de l'année dernière, moyennant certaines mesures compensatoires, à la suppression de ce droit contre lequel s'élevaient de toutes parts, depuis longtemps, des attaques de plus en plus vives, des craintes et des critiques se firent entendre. Les adversaires de la loi du 12 décembre 1912 prétendirent que l'abolition du droit de licence était de nature à déterminer une recrudescence de la consommation alcoolique, en dépit des impositions que le Gouvernement préconisait comme contre-partie au profit du fonds spécial des communes : taxe additionnelle sur les eaux-de-vie et taxe d'ouverture sur les nouveaux débits de boissons. On affirmait, d'ailleurs, qu'une grande quantité d'alcool de bouche était fabriquée clandestinement dans le pays ou importée clandestinement, introduite clandestinement dans le commerce, consommée clandestinement dans les cabarets exemptés du droit de licence grâce à une déclaration mensongère.

Je n'étais pas sans inquiétudes sur ces divers points. Aussi m'étais-je réservé, comme je le rappelais plus haut, de faire compléter les combinaisons de la loi du 12 décembre 1912 par une nouvelle augmentation de l'impôt sur les alcools, dès que l'administration aurait pu appliquer, dans leur ensemble, les nouvelles mesures préventives et répressives inscrites dans cette loi et dans celle du 28 décembre 1912.

Ces mesures ont rapport, les unes à la surveillance des sorties d'alcool des usines ainsi que de la circulation des liquides alcooliques, les autres à la répression des fraudes commises dans les distilleries. Il est certain, dès à présent, que ces dispositions produiront les effets attendus et assureront beaucoup mieux la perception de l'impôt sur les eaux-de-vie. Cette abolition de la fraude et du trafic clandestin, même si elle n'est pas encore complète, est un heureux résultat, et il convient d'en féliciter les Chambres au nom du commerce honnête, sans parler de l'intérêt légitime du Trésor public.

Intérêt parfaitement légitime, il faut y insister, car, de tous les impôts de consommation, aucun n'est mieux justifié que l'impôt sur une consommation nuisible par le déplorable abus qu'on en fait.

Il est à prévoir que le relèvement nouveau, comme ses devanciers, amènera une augmentation du rendement de l'impôt. Mais personne ne saurait augurer avec quelque certitude ce que sera cette augmentation.

Tout le monde s'y est trompé en 1903, depuis le Ministre des Finances qui avait cru pouvoir escompter 14 à 15 millions qu'il destinait au fonds communal, à l'amortissement de la dette et aux pensions de vieillesse, jusqu'à ses contradicteurs qui l'accusaient d'escompter en outre de nombreux millions pour les besoins ordinaires du budget. En résultat, le relèvement de 1903, qui se chiffrait par 50 % sur le taux de l'accise, n'a donné qu'une augmentation annuelle moyenne de recette de 4 millions environ.

Voici d'ailleurs un tableau qui permet d'apprécier les effets des deux derniers relèvements (lois du 17 juin 1896 et du 18 février 1903) au double point de vue de la consommation publique et du produit de l'impôt.

PÉRIODES	ALCOOLS INDIGÈNES.			ALCOOLS ÉTRANGERS.		
	Droits perçus.	Quantités.	Consom-	Droits perçus.	Quantités	Consom-
	Moyenne par année.	Moyenne par année. hect. à 50°.	mation par habitant.	Moyenne par année.	importées à 50°	mation par habitant.
	francs.	hectolitres.	litres.	francs.	hectolitres.	litres.
1890 à 1895. . .	36,874,692	630,375	9.81	1,773,580	46,689	0.27
1896 à 1902. . .	53,946,483	604,857	8.86	2,195,026	14,035	0.22
1903 à 1912. . .	58,139,194	410,585	5.47	2,810,422	45,074	0.21

Il appert de ce tableau que le relèvement de 1896 n'a exercé qu'une faible influence sur la consommation des eaux-de-vie indigènes. Voici l'explication qu'en donnait mon honorable prédécesseur, M. de Smet de Naeyer, dans l'Exposé des motifs de la loi de 1903 :

« D'abord la loi du 17 juin 1896 coïncidait avec la mise en vigueur de » celle du 15 avril de la même année, introduisant dans le régime fiscal » des eaux-de-vie des modifications qui ont eu pour effet de diminuer le

» prix de revient de 10 centimes par litre; l'effet utile de l'augmentation
 » du taux de l'impôt s'est trouvé ainsi réduit dans la proportion de 36 à
 » 26 centimes. D'autre part, la même loi du 15 avril accordait à la distil-
 » lerie agricole une réduction d'impôt de 10 à 15 centimes par litre de
 » flegmes, réduction qui a porté, à un moment donné, sur près de 40 %
 » de la production totale.

» On conçoit que, dans ces conditions, le prix de vente de l'eau-de-vie
 » n'ait pas subi une augmentation égale au relèvement du tarif fiscal et
 » que, dès lors, la consommation n'ait pas été atteinte dans une mesure
 » adéquate à ce relèvement. »

Il en fut tout autrement à la suite de la nouvelle aggravation fiscale réalisée en 1903 : tandis que la consommation avait fléchi de 1 litre à peine, par habitant, de 1896 à 1902, il se produisit, de 1903 à 1912, une chute de 3^m40, malgré le progrès très accentué de l'aisance générale.

A l'encontre des statistiques basées sur les documents officiels qui enregistrent avec précision le mouvement des alcools dans le pays, on a souvent prétendu que le recul de la consommation n'est qu'apparent, ou, tout au moins, que les déductions des statistiques dépassent de beaucoup la diminution réelle, et cela parce que le débit est largement alimenté par la production clandestine.

Le fait de la fabrication et du commerce clandestins est indéniable. Mais la clandestinité a existé de tout temps, et si la fraude s'est pratiquée plus largement dans ces dernières années, comme on peut le croire en présence des manœuvres illicites découvertes depuis quelque temps dans plusieurs distilleries, on n'en peut pas conclure que la production inconnue de l'Administration affaiblit notablement les déductions de la statistique officielle quant à la réduction progressive de la consommation d'eau-de-vie.

Il reste donc évident que l'action fiscale dans le sens de la surélévation du prix de l'alcool est, en quelque sorte par définition, le moyen le plus énergique de comprimer la consommation des liqueurs fortes.

Néanmoins, l'expérience atteste que le relèvement des droits amène une augmentation de leur rendement : il faudrait, pour qu'il en fût autrement, une véritable révolution dans les habitudes, déterminée par des motifs de raison au moins autant que par le renchérissement des boissons alcooliques.

Comme il est dit plus haut, le relèvement de 1903 a donné un supplément de recette de 4 millions. Le relèvement actuel aboutissant à un taux plus élevé, il se peut que l'augmentation se réduise à 3 millions.

A la suite de la loi de 1903, on a vu le chiffre de la consommation par habitant, après un fléchissement accentué pendant un certain nombre d'années, accuser finalement une tendance contraire, ainsi que le constate l'exposé général du budget du présent exercice. D'autre part, les récentes mesures de surveillance dont il est parlé plus haut assurent mieux que par le passé la perception de l'impôt sur la production indigène. Il faut enfin faire la part de l'accroissement de la population. Pour ces divers motifs, il

est possible que l'augmentation du rendement atteigne, dans quelque temps, 4 ou 5 millions.

C'est avec confiance que le Gouvernement compte sur le vote immédiat du projet.

Le Ministre des Finances,

M. LEVIE.

Projet de loi relevant les droits sur
les alcools.

Ontwerp van wet waarbij de rechten op
den alcohol worden verhoogd.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit
sera présenté, en Notre nom, aux Cham-
bres législatives par Notre Ministre des
Finances :

ARTICLE PREMIER.

Les droits d'entrée sur les liquides
alcooliques distillés et sur les conserves
alimentaires à l'eau-de-vie sont modifiés
de la manière suivante :

Par hect.

Eaux-de-vie de toute espèce :

En cercles, à 50 degrés ou
moins de l'alcoomètre de
Gay-Lussac, à la tempéra-
ture de 15 degrés du ther-
momètre centigrade. . fr. 225 »

En cercles, pour chaque degré
au-dessus de 50. 4 50

En bouteilles, sans distinction
de degré 450 »

*Liqueurs, sans distinction de
degré 450 »*

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Minister
van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp, waarvan de inhoud
volgt, zal in Onzen naam aan de Wet-
gevende Kamers door Onzen Minister
van Financiën ter overweging worden
aangeboden :

ARTIKEL EÉN.

De invoerrechten op de gedistilleerde
alcoholhoudende vloeistoffen en op de
in brandewijn ingemaakte eetwaren wor-
den gewijzigd als volgt :

Per hect.

Brandewijn van alle soorten :

Op fust, van 50 graden of min-
der van den alcoholmeter
van Gay-Lussac, bij de tem-
peratuur van 15 graden van
den honderddeeligen ther-
mometer fr. 225 »

Op fust, voor elken graad
boven de 50. 4 50

Op flesschen, zonder onder-
scheid van graad 450 »

*Likeuren, zonder onderscheid
van graad 450 »*

*Autres liquides alcooliques
contenant en alcool :*

	Par heet.
20 % ou moins	90 »
Plus de 20 % et pas plus de 50 %	225 »
Plus de 50 %	450 »

Par 100 kil.

*Conserves alimentaires à l'eau-
de-vie fr.*

225 »

ART. 2.

Le droit d'accise sur l'eau-de-vie fabriquée dans le pays est prélevé sur les quantités produites de flegmes ou alcools à raison de 200 francs par hectolitre à 50 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade.

ART. 3.

La taxe de 5 % du montant des droits d'entrée sur les produits énumérés à l'article 5 de la loi du 12 décembre 1912 est abaissée à 4 %.

ART. 4.

§ 1^{er}. Tous les produits énumérés à l'article 1^{er} qui auront été déclarés en consommation à partir du 11 juin 1913 inclus, sont passibles des droits fixés par cet article ainsi que de la taxe fixée par l'article 3.

§ 2. Les eaux-de-vie indigènes existant dans les entrepôts publics qui auront été déclarées en consommation à partir du 11 juin 1913, sont passibles du droit fixé par l'article 2.

Andere alcoholhoudende vloeistoffen hebbende een alcoholgehalte :

	Per heet.
Van 20 % of minder	90 »
Van meer dan 20 % en niet meer dan 50 %	225 »
Van meer dan 50 %	450 »

Per 100 kil.

*In brandewijn ingemaakte cel-
waren fr.*

225 »

ART. 2.

Het accijnsrecht op den in het Rijk vervaardigten brandewijn wordt geheven van de voortgebrachte hoeveelheden flegma's of alcohol op voet van 200 frank per hectoliter van 50 graden sterkte van den alcoholmeter van Gay-Lussac, bij de temperatuur van 15 graden van den honderddeeligen thermometer.

ART. 3.

De taxe van 5 % van het bedrag der invoerrechten op de producten opgenoemd onder artikel 5 der wet van 12 December 1912 wordt verlaagd tot 4 %.

ART. 4.

§ 1. Al de producten opgenoemd onder artikel 1, welke van en met 11 Juni 1913 ten verbruik zullen aangegeven geworden zijn, zijn onderworpen aan de rechten gesteld bij gemeld artikel, alsmede aan de taxe gesteld bij artikel 3.

§ 2. De binnenlandsche brandewijn aanwezig in de openbare stapelhuizen, welke van en met 11 Juni 1913 ten verbruik zal aangegeven geworden zijn, is onderworpen aan het recht gesteld bij artikel 2.

ART. 5.

Sont abrogés :

1° A partir du 11 juin 1913, l'article 1^{er} de la loi du 18 février 1903;

2° A partir de la mise en vigueur de la présente loi, le § 1^{er} de l'article 3 de la loi du 15 avril 1896, l'article 3 de la loi du 17 juin 1896 et l'article 2 de la loi du 18 février 1903.

ART. 6.

La présente loi est obligatoire à partir du lendemain de sa publication.

Donné à Bruxelles, le 8 juin 1913.

ART. 5.

Worden afgeschaft :

1° Met ingang van 11 Juni 1913, artikel 1 der wet van 18 Februari 1903;

2° Met ingang van de inwerkingstelling van deze wet, § 1 van artikel 3 der wet van 15 April 1896, artikel 3 der wet van 17 Juni 1896 en artikel 2 der wet van 18 Februari 1903.

ART. 6.

Deze wet is verplichtend met den dag volgende op dien harer afkondiging.

Gegeven te Brussel, den 8^e Juni 1913.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën,

M. LEVIE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 JUNI 1913.

Ontwerp van wet waarbij de rechten op den alcohol worden verhoogd.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Ingevolge 's Konings bevelen, heb ik de eer U ter overweging aan te bieden een ontwerp van wet waarbij worden verhoogd het accijnsrecht op den brandewijn vervaardigd in het Rijk, alsmede de invoerrechten op de gedistilleerde alcoholhoudende vloeistoffen en de in brandewijn ingemaakte conserven komende van buitenslands.

Ziehier het bestaande tarief en het voorgestelde tarief, in hun vol gehalte tegenover elkander geplaatst :

A. — INVOERRECHTEN.	Bestaande tarief (wet van 18 Februari 1903).	Voorgesteld tarief.
Brandewijn van alle soorten :		
Op fust, van 50° of minder van den alcoholmeter van Gay-Lussac, bij de temperatuur van 15° van den honderddeeligen thermometer . . . fr.	Per hectoliter :	
	175	» 225 »
Op fust, voor elken graad boven de 50.	3 50	4 50
Op flesschen, zonder onderscheid van graad . . .	350	» 450 »
Likeuren, zonder onderscheid van graad	350	» 450 »
Andere alcoholhoudende vloeistoffen bevattende :		
20 t. h. of minder alcohol fr.	70	» 90 »
Meer dan 20 t. h. en niet meer dan 50 t. h. . . .	175	» 225 »
Meer dan 50 t. h.	350	» 450 »

H

Per 100 kilogram :

In brandewijn ingemaakte eetwaren. fr. 475 „ 225 „

B. — ACCIJSRECHT.

Het accijsrecht op den in het Rijk vervaardigten brandewijn wordt geheven van de voortgebrachte hoeveelheid flegma's of alcohol, op voet van fr. 450 „ 200 „ per hectoliter eener sterkte van 50° van den alcoholmeter van Gay-Lussac, bij de temperatuur van 15° van den honderddeeligen thermometer.

Anderzijds, wordt de bijtaxe van 5 t. h. van het bedrag der invoerrechten op de producten aangeduid onder artikel 5 der wet van 12 December 1912⁽¹⁾, taxe welke aan het bijzonder fonds der gemeenten is toegekend, tot 4 t. h. verminderd.

Volgens het in dergelijk geval vast gebruik, vraagt de Regeering, dat ten spoedigste stemming worde uitgebracht over het ontwerp, alsmede dat de tarieven dadelijk worden toegepast.

Dit wetsontwerp is eene nieuwe maatregel ter bestrijding van het alcoholmisbruik ; het belichaamt in dier voege de verbintenis welke ik, vóór enkele maanden, heb genomen. In de zitting van den Senaat van jongstleden 12 December, drukt ik mij uit als volgt : « Wat mij betreft, van mijne » komst af in het Departement van Financiën, heb ik het vast voornemen » opgevat streng op te treden tegen het alcoholmisbruik, en inzonderheid » tegen de herberg, die de voornaamste haard en het voornaamste voer- » middel daarvan is. De onderwerpelijke maatregelen zijn, trouwens, slechts » de eerste eener reeks voorzieningen, welke ik van plan ben U voor te » stellen. »

Onder de middelen welke de wetgever voorhanden heeft om het verbruik van geestrijke dranken te dwarsboomen en te bedwingen, bestaat een der

(¹) Artikel 5 der wet van 12 December 1912 : De taxe op den buitenlandschen brandewijn en de andere ingevoerde alcoholhoudende vloeistoffen is gesteld op 5 t. h. van het bedrag der invoerrechten.

Zij is toepasselijk :

- 1° Op den brandewijn van alle soorten ;
- 2° Op de likeuren zonder onderscheid van graad ;
- 3° Op de hoeveelheid alcohol overtreffende 45° van den alcoholmeter van Gay-Lussac bij de temperatuur van 15° van den honderddeeligen thermometer, vervat in de wijnen anders ingevoerd dan op flesschen en bedoeld onder artikel 4 der wet van 29 December 1903 ;
- 4° Op de reukwaren onderworpen aan de rechten waarmee de *andere alcoholhoudende vloeistoffen* belast zijn ;
- 5° Op de voortbrengselen bevattende ethylalcohol, getarifeerd als *andere alcoholhoudende vloeistoffen*, met uitzondering van de vernissen.

De taxe wordt geheven op het oogenblik der aangifte ten verbruik.

doeltreffendste in prijsopdrijving door de fiscale werking. Men mag zeggen, dat gemeld middel het krachtigste is, en hetgene dat zijnen invloed het snelste doet gevoelen in ons land, waar de meening evenzoo huiverig is voor alle Staatsmonopolie op gebied van koophandel, als voor de wettelijke beperking der slijterijen.

Het onweerlegbaar bewijs van den beperkenden invloed uitgeoefend door lastenverzwaring is te vinden in den uitslag verkregen door de wetten van 17 Juni 1896 en 18 Februari 1903, welke den accijns op den binnenlandschen brandewijn achtereenvolgens van 64 op 100 en op 150 frank gebracht en het invoerrecht op de gelijksoortige dranken in evenredigheid verhoogd hebben. Die uitslagen blijken overduidelijk uit de vergelijking der eenheidscijfers van het menschelijk verbruik gedurende drie tijdvakken :

Gemiddeld jaarlijksch verbruik per inwoner :

Van 1890 tot 1895	40 ^m 08
Van 1896 tot 1902 (gevolg der verhooging van 1896)	9 ^m 07
Van 1903 tot 1912 (gevolg der verhooging van 1903)	5 ^m 68

Dergelijk verschijnsel is insgelijks in het buitenland waar te nemen.

In den loop dezer laatste jaren hebben bijna alle Staten van Europa hunne rechten op den alcohol verhoogd; overal is het verbruik geslonken. In Engeland is eene fiscale verzwaring van ongeveer een derde (van 264 tot 354 frank) gevolgd geworden door eenen achteruitgang van 40 t. h. van het verbruik; in Nederland is eene verzwaring van 43 t. h. (van 131 tot 187 frank) door eene regressie van 37 t. h. gevolgd geworden.

Buiten de reeds tamelijk hooge rechten op den in het Rijk vervaardigten of ingevoerden brandewijn, ondervond het verbruik eertijds eene zekere belemmering in het vergunningsrecht op de slijterijen van sterke dranken, hetwelk in 1889 werd gevestigd. Nu de Regeering zich ten slotte, op het einde van verleden jaar, mits zekere vergeldende maatregelen, geleend had aan de afschaffing van bedoeld recht, hetwelk allerwegen, sedert lang, steeds heviger werd aangevallen, deden zich klachten en critiek hooren. De tegenstanders der wet van 12 December 1912 beweerden, dat de afschaffing van het vergunningsrecht van aard was eene toeneming van het alcoholverbruik te weeg te brengen, en zulks in weerwil der belastingen welke de Regeering, als tegenwicht, ten voordeele van het bijzonder fonds der gemeenten voorstelde : bijtaxe op den brandewijn en openingstaxe op de nieuwe drank-slijterijen. Men beweerde, trouwens, dat eene groote hoeveelheid drinkbare alcohol ter sluik in het Rijk werd vervaardigd of binnengesmokkeld, ter sluik in den handel werd gebracht, ter sluik werd verbruikt in de herbergen, welke, dank zij eene leugenachtige aangifte, van het vergunningsrecht waren vrijgesteld.

Nopens deze verschillende punten was ik niet zonder achterdenken. Zoo als ik het hooger herinnerde, had ik mij dan ook voorbehouden de maatre-

gelen der wet van 12 December 1912 door eene nieuwe verhooging der alcoholbelasting te doen aanvullen, zoodra het Beheer de nieuwe voorkomende en beteugelende voorzieningen, neergelegd in gemelde wet en in die van 28 December 1912, zou hebben kunnen toepassen.

Die maatregelen houden verband, de eene met het toezicht op den nitslag van alcohol uit de fabrieken, alsmede op het verkeer der alcoholhoudende vloeistoffen, de andere op de beteugeling van het bedrog in de stokerijen gepleegd. Van stonden aan is het zeker, dat die bepalingen de verwachte gevolgen zullen hebben en beter de heffing van de belasting op den brandewijn zullen verzekeren. Die wering van het bedrog en van den geheimen handel, zelfs indien zij nog niet ten volle het doel heeft bereikt, is een gelukkige uitslag, en aan de Kamers behooren deswege, uit naam van den eerlijken handel, gelukwensen te worden aangeboden, onvermeld dan nog het wettig belang der Openbare Schatkist.

Volkomen wettig belang, daarop moet nadrukkelijk gewezen worden, want van alle verbruiksbelastingen is er geene beter verantwoord dan de belasting op eene consumtie, die schadelijk is door het betreurenswaardig misbruik dat er van gemaakt wordt.

Het is te voorzien dat de nieuwe verhooging, gelijk hare voorgangers, eene vermeerdering van de belastingopbrengst zal uitlokken. Maar niemand zou, met eenige zekerheid, kunnen voorspellen wat die vermeerdering zal zijn.

Iedereen heeft er zich in 1903 aan bedrogen, zoowel de Minister van Financiën, welke gemeend had te mogen rekenen op 14 à 15 millioen, die hij bestemde tot het gemeentefonds, tot aflossing der schuld en tot de ouderdomspensioenen, als zijne tegenstanders die hem betichtten talrijke millioenen daarvan te verwachten voor de gewone behoeften der Begrooting. Als uitslag heeft de verhooging van 1903, die 50 t. h. van het bedrag van den accijns bedroeg, slechts eene gemiddelde jaarlijksche vermeerdering van ontvangst van ongeveer 4 millioen gegeven.

Ziehier overigens eene tabel, welke toelaat de gevolgen der twee laatste verhoogingen (wetten van 17 Juni 1896 en van 18 Februari 1903) te schatten uit het dubbel standpunt van het openbaar verbruik en van de opbrengst der belasting :

TIJDVAKKEN	BINNENLANDSCHE ALCOHOL.			BUITENLANDSCHE ALCOHOL.		
	Geheven rechten. Middelsom per jaar	Hoeveelheden. Middeleijfer per jaar. Heet. van 50°.	Verbruik per inwoner	Geheven rechten. Middelsom per jaar	Ingevoerde hoeveelheden van 50°.	Verbruik per inwoner
1890 tot 1895 .	frank. 36,874,692	hectoliter. 630,353	liter. 9.81	frank. 1,773,380	hectoliter. 16,689	liter. 0.27
1896 tot 1902 .	53,946,483	601,857	8.86	2,195,026	44,035	0.22
1903 tot 1912	58,139,191	110,385	5.47	2,810,422	15,074	0.21

Uit die tabel blijkt, dat de verhooging van 1896 slechts een geringen invloed op het verbruik van den binnenlandschen brandewijn heeft uitgeoefend. Ziehier de uitlegging die mijn geachte voorganger, de heer de Smet de Naeyer, in de Memorie van toelichting der wet van 1903 daarvan gaf :

„Vooreerst viel de wet van 17 Juni 1896 samen met de inwerkingstelling dergene van 15 April van hetzelfde jaar, brengende in het fiscaal regiem van den brandewijn wijzigingen welke ten gevolg hebben gehad den kostenden prijs met 10 centiemen per liter te verlagen; de nuttige werking van de verhooging van den belastingvoet is op die wijze naar de verhouding van 36 tot 26 centiemen verminderd geworden. Anderzijds, verleende dezelfde wet van 15 April aan de landbouwstokerij eene vermindering van belasting van 10 tot 15 centiemen per liter flegma's, vermindering welke, op een gegeven oogenblik, op bijna 40 t. h. der totale opbrengst is toegepast geworden.

„Men beseft dat, in deze voorwaarden, de verkoopprijs van den brandewijn geene vermeerdering heeft ondergaan welke gelijken tred hield met de verhooging van het fiscaal tarief en dat, derhalve, het verbruik niet in eene met die verhooging overeenstemmende mate is getroffen geworden. »

Gansch anders was het gesteld na de nieuwe lastenverzwaring in 1903 verwezenlijkt: terwijl het verbruik geslonken was met nauwelijks 1 liter, per inwoner, van 1896 tot 1902, kreeg men van 1903 tot 1912 eene schielijke daling van 3¹/₄, ondanks den zeer merkbaren vooruitgang van den algemeenen welstand.

In strijd met de statistieken berustende op de officieele bescheiden, welke met stipte juistheid het alcoholverkeer in het Rijk registreeren, heeft men dikwijls beweerd dat de achteruitgang van het verbruik slechts schijnbaar is, of, ten minste, dat de gevolgtrekkingen der statistieken de werkelijke vermindering ver overtreffen, en zulks omdat de verkoop ruimschoots door de geheime vervaardiging wordt gevoed.

Het is een onloochenbaar feit, dat er in 't geheim gedistilleerd en handel gedreven wordt. Doch sluikerij heeft te allen tijde bestaan, en indien, in deze laatste jaren, het bedrog op ruimere schaal is gepleegd geworden, gelijk men denken mag in het licht der ongeoorloofde verrichtingen welke sedert eenigen tijd in verschillende stokerijen werden ontdekt, toch mag daaruit niet worden afgeleid, dat de productie, welke het Beheer niet kent, merkkelijk de gevolgtrekkingen der officieele statistiek verzwakt wat betreft de geleidelijke vermindering van het alcoholverbruik.

Het blijkt dus overduidelijk, dat de fiscale werking in de richting van verhooging van den alcoholprijs, eenigermate uit begripsbepaling het krachtigste middel is om het verbruik der geestrijke likeuren te bedwingen.

Niettemin levert de ervaring het bewijs, dat de verhooging der rechten eene vermeerdering hunner opbrengst uitlokt: opdat het anders ware, zou er in de gewoonten een ommekeer moeten intreden, ten minste evenzeer te

weeg gebracht door oorzaken van rede als door de stijging van den prijs der alcoholische dranken.

Zooals boven vermeld, heeft de verhooging van 1903 eene vermeerdering van ontvangst van 4 millioen gegeven. Nu de onderwerpelijke verhooging uitloopt op een aanzienlijker percentsijfer, is het mogelijk dat de vermeerdering tot 3 millioen beperkt zij.

Naar aanleiding der wet van 1903, heeft men het verbruiksijfer per inwoner, na eene scherpe sluiking gedurende zeker getal jaren, ten slotte eene tegenovergestelde strekking zien aanwijzen, zooals blijkt uit de algemeene toelichting der begrooting van dit dienstjaar. Anderzijds, verzekeren de onlangs genomen maatregelen van toezicht, waarover hooger is gesproken, beter dan indertijd de heffing der belasting op de binnenlandsche productie. Ten slotte moet de aanwas der bevolking in aanmerking komen. Op die verschillende gronden is het mogelijk, dat de verhooging der opbrengst binnen eenigen tijd 4 of 5 millioen bereike.

Met vertrouwen rekent de Regeering er op, dat dit ontwerp dadelijk tot wet zal worden verheven.

De Minister van Financiën,

M. LEVIE.

Projet de loi relevant les droits sur
les alcools.

Ontwerp van wet waarbij de rechten op
den alcohol worden verhoogd.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit
sera présenté, en Notre nom, aux Cham-
bres législatives par Notre Ministre des
Finances :

ARTICLE PREMIER.

Les droits d'entrée sur les liquides
alcooliques distillés et sur les conserves
alimentaires à l'eau-de-vie sont modifiés
de la manière suivante :

Par hect.

Eaux-de-vie de toute espèce :

En cercles, à 50 degrés ou
moins de l'alcoomètre de
Gay-Lussac, à la tempé-
rature de 15 degrés du ther-
momètre centigrade. . fr. 225 »

En cercles, pour chaque degré
au-dessus de 50. . . . 4 50

En bouteilles, sans distinction
de degré 450 »

*Liqueurs, sans distinction de
degré. . . . 450 »*

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Minister
van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp, waarvan de inhoud
volgt, zal in Onzen naam aan de Wet-
gevende Kamers door Onzen Minister
van Financiën ter overweging worden
aangeboden :

ARTIKEL EÉN.

De invoerrechten op de gedistilleerde
alcoholhoudende vloeistoffen en op de
in brandewijn ingemaakte eetwaren wor-
den gewijzigd als volgt :

Per hect.

Brandewijn van alle soorten :

Op fust, van 50 graden of min-
der van den alcoholmeter
van Gay-Lussac, bij de tem-
peratuur van 15 graden van
den honderddeeligen ther-
mometer fr. 225 »

Op fust, voor elken graad
boven de 50. . . . 4 50

Op flesschen, zonder onder-
scheid van graad . . . 450 »

*Likeuren, zonder onderscheid
van graad 450 »*

<i>Autres liquides alcooliques.</i> <i>contenant en alcool :</i>		<i>Andere alcoholhoudende vloeistoffen hebbende een alcoholgehalte :</i>	
	Par heet.		Per heet.
20 % ou moins	90 »	Van 20 % of minder	90 »
Plus de 20 % et pas plus de 50 %	225 »	Van meer dan 20 % en niet meer dan 50 %	225 »
Plus de 50 %	450 »	Van meer dan 50 %	450 »
	Par 100 kil.		Per 100 kil.
<i>Conserves alimentaires à l'eau-de-vie fr.</i>	225 »	<i>In brandewijn ingemaakte eetwaren. fr.</i>	225 »

ART. 2.

Le droit d'accise sur l'eau-de-vie fabriquée dans le pays est prélevé sur les quantités produites de flegmes ou alcools à raison de 200 francs par hectolitre à 50 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade.

ART. 3.

La taxe de 5 % du montant des droits d'entrée sur les produits énumérés à l'article 5 de la loi du 12 décembre 1912 est abaissée à 4 %.

ART. 4.

§ 1^{er}. Tous les produits énumérés à l'article 1^{er} qui auront été déclarés en consommation à partir du 11 juin 1913 inclus, sont passibles des droits fixés par cet article ainsi que de la taxe fixée par l'article 3.

§ 2. Les eaux-de-vie indigènes existant dans les entrepôts publics qui auront été déclarées en consommation à partir du 11 juin 1913, sont passibles du droit fixé par l'article 2.

ART. 2.

Het accijnsrecht op den in het Rijk vervaardigten brandewijn wordt geheven van de voortgebrachte hoeveelheden flegma's of alcohol op voet van 200 frank per hectoliter van 50 graden sterkte van den alcoholmeter van Gay-Lussac, bij de temperatuur van 15 graden van den honderddeeligen thermometer.

ART. 3.

De taxe van 5 % van het bedrag der invoerrechten op de producten opgenoemd onder artikel 5 der wet van 12 December 1912 wordt verlaagd tot 4 %.

ART. 4.

§ 1. Al de producten opgenoemd onder artikel 1, welke van en met 11 Juni 1913 ten verbruik zullen aangegeven geworden zijn, zijn onderworpen aan de rechten gesteld bij gemeld artikel, alsmede aan de taxe gesteld bij artikel 3.

§ 2. De binnenlandsche brandewijn aanwezig in de openbare 'stapelhuizen, welke van en met 11 Juni 1913 ten verbruik zal aangegeven geworden zijn, is onderworpen aan het recht gesteld bij artikel 2.

ART. 5.

Sont abrogés :

1° A partir du 11 juin 1913, l'article 1^{er} de la loi du 18 février 1903;

2° A partir de la mise en vigueur de la présente loi, le § 1^{er} de l'article 3 de la loi du 15 avril 1896, l'article 3 de la loi du 17 juin 1896 et l'article 2 de la loi du 18 février 1903.

ART. 6.

La présente loi est obligatoire à partir du lendemain de sa publication.

Donné à Bruxelles, le 8 juin 1913.

ART. 5.

Worden afgeschaft :

1° Met ingang van 11 Juni 1913, artikel 1 der wet van 18 Februari 1903;

2° Met ingang van de inwerkingstelling van deze wet, § 1 van artikel 3 der wet van 15 April 1896, artikel 3 der wet van 17 Juni 1896 en artikel 2 der wet van 18 Februari 1903.

ART. 6.

Deze wet is verplichtend met den dag volgende op dien harer afkondiging.

Gegeven te Brussel, den 8^e Juni 1913.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën,

M. LEVIE.

